

Le travail, levier de lutte contre la grande exclusion : pour aller vers le plein emploi, sans oublier d'accompagner les plus fragiles

Vous les voyez tous les jours. Et pourtant, il est très difficile d'imaginer l'intolérable souffrance des femmes et des hommes qui vivent dans la rue. Ce n'est plus simplement une question de nourriture ou de confort que procurerait un logement. La rue détruit tout, petit à petit, à commencer par l'estime de soi.

Très vite les difficultés s'accumulent : problèmes de santé, notamment psychologiques, addiction, absence de logement, endettement, problème de justice...

Certes, le chômage a baissé ces derniers mois et de nombreux postes en insertion ont été créés durant le dernier quinquennat... Mais l'objectif de plein emploi affiché par le Gouvernement ne saurait être louable si on laisse au seuil de la société une partie de la population : les plus fragiles, les plus en marge, les plus éloignés de l'emploi. Nous pensons que le travail est pour beaucoup un formidable levier de remobilisation et de dynamisation de leur parcours et que toute personne peut trouver sa place dans la société... mais il faut parfois adapter les conditions.

Des innovations ont été lancées dans ce but : Premières Heures en Chantier et Convergence sont des programmes qui rendent possible la remobilisation par le travail des personnes qui sont en situation de grande exclusion.

Initiés il y a plus de 10 ans par Emmaüs Défi à Paris, ils proposent de pousser à l'extrême l'adaptation du travail à la personne et d'enrichir les pratiques d'accompagnement des structures de l'Insertion par l'Activité Economique en mobilisant des moyens renforcés. Ils mobilisent largement les acteurs territoriaux, publics et privés, sur les champs de l'emploi, de la santé et du logement. De plus, la durée de l'accompagnement est adaptée aux difficultés de la personne avec une progressivité individualisée du rythme de travail.

Depuis 2019, ces programmes ont été déployés sur plus de 35 territoires : dans le cadre de l'engagement n°5 de la Stratégie de Prévention et de Lutte contre la Pauvreté « investir pour l'accompagnement de tous vers l'emploi ».

De nombreux acteurs ont accepté de prendre des risques, de faire un pas de côté, pour collectivement faire bouger les lignes. D'abord, des chantiers d'insertion qui ont choisi de se lancer malgré les incertitudes pour la suite. La Fédération des Acteurs de la Solidarité et Emmaüs France ont soutenu les évolutions du cadre réglementaire nécessaires au développement des projets. Mais aussi, des entreprises ont fait évoluer leur mode de recrutement pour embaucher des salariés, et des acteurs de la santé et du logement ont ajusté leurs dispositifs. Des financeurs privés ont soutenu l'amorçage des projets. Et enfin, les institutionnels se sont mobilisés : tant l'Etat, au niveau central et local, que les collectivités locales.

Cet engagement collectif est essentiel et permet d'adapter chaque nouveau projet aux spécificités de son territoire.

Plus de 3000 personnes ont pu bénéficier de l'accompagnement par Convergence ou Premières Heures en Chantier.

Depuis 2015, 8 travaux d'évaluation ont été conduits par différents cabinets. Ils mettent en évidence les effets positifs des programmes sur les salariés et sur les pratiques d'accompagnement. Ils montrent aussi l'impact sur les dynamiques territoriales, vers plus de transversalité et de partenariats, en

replaçant les structures de l'Insertion par l'Activité Economique au centre de la lutte contre la grande exclusion.

Ainsi, depuis 2019, la réponse imaginée à Paris a été déclinée sur le territoire national, en co-construisant avec l'ensemble des acteurs, des modalités adaptées, en installant une dynamique collective, et en transformant l'accompagnement proposé.

Il faut désormais que ces programmes sortent du cadre expérimental. Là est la condition pour avancer vers un « plein emploi » inclusif, pour toutes et tous.

Nous proposons, dans une relation d'exigence et de confiance avec les pouvoirs publics, de créer les conditions pour que la remobilisation des grands exclus par le travail devienne une pratique durablement soutenue par les institutionnels et que l'accompagnement de ces situations complexes par les structures d'insertion devienne courant et ordinaire.

L'enjeu immédiat est de sécuriser la dynamique engagée. Pour cela, les financements publics (collectivités locales mais surtout Etat) doivent être renouvelés. Puis, dès 2023, des changements réglementaires seront nécessaires pour assurer la pérennité de ces actions.

Ainsi, nous pourrons œuvrer collectivement pour que, sur tous les territoires volontaires, le travail permette à nombre de grands exclus de (re)trouver une place digne.

Signataires :

Convergence France

Fédération des Acteurs de la Solidarité

Emmaüs France

Les Chantiers d'insertion porteurs de Premières heures et Convergence (liste à